

heureux ou simplement imprudent ; qui succombe moins par sa faute que par le fait de circonstances imprévues.

Il peut y avoir aussi quelques divergences d'opinion sur la manière dont les biens du failli devront être administrés ou répartis, mais où l'accord subsiste c'est sur la nécessité de ne pas grever de frais inutiles ou excessifs la liquidation des biens des faillis ; pas de procédures inutiles.

Ce que le commerce attend de nos législateurs c'est une loi simple, claire, efficace, équitable pour tous, qui permettra aux créanciers du failli de tirer le meilleur parti possible d'une situation malheureuse.

## LE COMMERCE AUX ETATS-UNIS

Les lignes qui suivent sont empruntées au rapport du Consul général de France à Washington :

### COMMERCE GÉNÉRAL

La population des Etats-Unis est estimée atteindre, cette année, le chiffre de 72 millions 300,000 personnes, 1,500,000 de plus que l'an dernier. L'arrivée des immigrants n'a plus aujourd'hui l'importance qu'elle avait acquise, il y a encore une dizaine d'années, et où elle apportait un contingent annuel de 7 à 800,000 nouveaux consommateurs ayant besoin à peu près de tout. Des lois restrictives et peut-être la dureté des temps ont ralenti ces vastes exodes : les immigrants irlandais et allemands se pressent moins ici ; les Italiens, eux, viennent de plus en plus nombreux ; mais au total, on ne compte plus que 300,000 débarquements. L'accroissement de la population vient surtout des naissances et on l'évalue à 100,000 par mois, soit 1,200,000 bouches de plus par an à nourrir. De cette cause résulte donc, tout d'abord, un accroissement constant et inévitable de la consommation annuelle.

D'autre part, aucune population n'entend, comme celle-ci, mettre à profit le peu d'années qu'il nous est donné de vivre pour se procurer autant de bien-être qu'il est possible d'en réaliser à force de travail, d'industrie ou de génie. Les circonstances se prêtent admirablement à cette disposition des esprits : les lois sont faites pour faciliter les initiatives plutôt que pour les modérer, le pays n'est développé qu'en partie et tient, c'est l'opinion répandue, des richesses considérables en réserve pour les générations fu-

tures ; on vit dans le présent, on capitalise peu, on affecte à ses besoins ou à ses désirs du moment à peu près tout ce que l'on acquiert par ses efforts, laissant aux enfants le soin de se créer eux-mêmes les ressources qu'ils jugeront nécessaires à leurs propres ambitions.

Les comptes tenus par de nombreuses familles ouvrières et publiés par les bureaux ou offices de travail semblent fixer à \$100 par tête la moyenne de la dépense annuelle d'une personne de condition très modeste. A ce compte, la consommation totale de l'union dépasserait donc 7 milliards 200 millions dont les 3/5 affectés à l'alimentation, soit 4 milliards 400 millions et le reliquat de 2 milliards 800 millions affecté aux autres nécessités de la vie : vêtements, logement, déplacements. Sur ces immenses chapitres de la comptabilité économique des Etats-Unis, il n'existe pas d'informations précises. Le dernier recensement indique pourtant un chiffre de production général qui ne s'écarte guère de 7 milliards. On fait peu d'usage d'argent aux Etats-Unis, dès que les sommes à payer atteignent un certain chiffre : la crainte du vol, la peur du feu, le jeu de l'intérêt, rendent l'usage des banques populaire : ouvriers, domestiques, ont leur livre de banque. On paie donc surtout en chèques et ces chèques se compensent chaque jour dans des institutions spéciales les "Clearing Houses." Le total des chèques ainsi payés dépasse, l'an dernier, 52 milliards, soit plus de \$720 par individu, preuve d'une activité commerciale intérieure extraordinaire dont les éléments nous manquent.

La seule base connue dont les économistes puissent se servir pour les théories relatives aux forces et aux exigences du travail national se réduit aux proportions exigües et incertaines des relevés douaniers, base bien chancelante, car s'il est vrai qu'à l'importation les intérêts du fisc veillent au comptage avec quel que soin, on ne peut dire que les déclarations à l'exportation soient l'objet d'un contrôle très vigilant. Le grand commerce d'un pays c'est son commerce intérieur qu'on ne connaît guère, le commerce extérieur, qu'on ne connaît qu'imparfaitement, semble n'occuper qu'une place secondaire ; il est pourtant le seul qu'on étudie pour juger et décider du bon ou du mauvais état économique d'un pays.

L'exercice fiscal qui s'est terminé il y a cinq mois, pourrait passer, et passe en effet, ici, pour un bon exer-

cice. Les importations, sans être élevées, ont atteint un niveau qui n'était pas anormal, mais les exportations ont dépassé tout ce que l'on avait constaté dans l'histoire plus que séculaire de la République. Une fois déjà, en 1892, année de disette européenne, l'exportation de l'Union avait atteint le milliard de dollars à force d'envois de grains. Mais cette année, sans vente spéciale de céréales,—la disette survenue cet automne ne s'était pas encore annoncée,—le milliard est dépassé de 52 millions, grâce surtout à la vente au dehors de produits des manufactures américaines. De là, une satisfaction très vive pour un résultat dont les partis politiques se disputent le mérite.

Et pourtant, à bien considérer les faits, les douze mois qui se sont écoulés depuis le 1er juillet 1896 constituent une période de souffrances réelles sur le marché intérieur. Pendant les quatre premiers mois, alors que les partisans de la monnaie d'argent faisaient campagne pour M. Bryan, leur candidat à la présidence de l'Union, avec des apparences de succès possible, les affaires étaient arrêtées. L'Europe, doutant de pouvoir obtenir en or le paiement ultérieur de ses prêts aux Etats-Unis, jetait ses titres américains sur le marché de New-York ; les banques redoutant l'assaut des déposants inquiets, retenaient toutes les espèces qu'elles possédaient. Plus de crédit en banque, plus de travail à l'usine, plus d'achat sur le marché pour la consommation indigène. Les prix tombent et c'est alors que pour payer à l'Europé la contre-valeur des titres rejetés ici, la marchandise américaine, dépréciée, sort pour payer la rançon du crédit atteint. Lorsque les exportations s'accroissent ainsi, à cause du bas prix du produit indigène qui n'a pas d'acheteur, ce n'est pas le moment de faire venir de la marchandise étrangère. De fait, l'année aurait été très mauvaise au point de vue des importations, si une fois M. MacKinley élu en novembre et installé en mars à la Maison Blanche, la première préoccupation n'avait été de détruire le tarif libéral de M. Wilson pour y substituer une nouvelle législation douanière plus rigoureuse. Devant la menace de taxes plus lourdes les produits visés ont été introduits en plus larges quantités retenant par des opérations toutes de spéculation le niveau normal qu'elles auraient autrement perdu.

Je groupe dans le tableau suivant la statistique des achats et des ven-